

[Texte]

In 1986 we participated when the agreement was up for renewal. We made recommendations; we put our concerns forward. Most of the recommendations were either ignored or not taken seriously. Hopefully, this time around we will have a better opportunity to be heard.

We believe that three weeks, the time we have been allowed to prepare ourselves and make our concerns known, is not enough time. We are not sure if other aboriginal people have had an opportunity to prepare themselves, to get their concerns on paper so as to have a meaningful involvement. We believe public hearings are necessary. As was the case in the presentations made in October, people are talking of the immense changes that are taking place in the world today. People have to be involved. You cannot have a few bureaucrats, or a few people representing their constituency, dealing with such a major question. They cannot feel confident of having made the proper decision. I wanted to stress that, so that you clearly understand it.

In the Northwest Territories over the last few years, the escalation of militarization is profound. We have cruise missile testings that continue to take place. As early as last month, we had testing in the north. We have the North Warning System, military air bases being built now, military air exercises, and of course, the northern training centre proposed for Rae Point in the eastern Arctic.

All these developments have occurred without direct participation from northerners or the Dene. We feel our involvement is necessary because in our homeland we are still the majority of the population. We represent at least 15,000 people. We are involved in negotiations with the federal government on the question of land titles and the question of jurisdiction in the north. And we have to be involved. We are more than just a third party that has an interest in development in the north.

In recent times since the last agreement was signed, there have been some casualties. Two cruise missiles crashed in 1986. This year one CF-18 crashed just outside of Inuvik and one pilot was killed. This brings major concerns to people in the north and it brings into question this whole plan of militarization.

• 1155

The final point I want to make before getting into recommendations is that we are currently involved in two court actions relating directly to the NORAD Agreement of 1986. One is in regard to an exercise called IR-920, approved in 1989, which would allow for low-level and supersonic flights near Great Slave Lake in the Northwest Territories. Again, we feel we did not have adequate participation in public hearings and we are challenging the federal government on those grounds. That action is being pursued by our people.

Another incident resulting directly from the NORAD Agreement concerns the forward operating locations being proposed in the north, specifically the one in Yellowknife. Again, the military base there moved forward without full

[Traduction]

Lors du renouvellement de l'accord en 1986, nous avons participé aux débats. Nous avons formulé des recommandations et exprimé nos préoccupations. La plupart de nos recommandations ont été soit ignorées, soit prises à la légère. J'espère que nous serons pris beaucoup plus au sérieux cette fois.

Nous estimons que les trois semaines qui nous ont été accordées pour nous préparer étaient insuffisantes. Nous ne savons pas si d'autres peuples autochtones auront plus de temps pour préparer leurs arguments et formuler leurs recommandations, de façon à participer efficacement aux débats. Nous estimons que les audiences publiques sont indispensables. Comme en octobre, les gens parlent de changements profonds qui secouent la planète et ils ne veulent pas être exclus du débat. On ne peut pas laisser à quelques bureaucrates, ou à quelques députés, le soin de régler seuls une question aussi importante car la population ne sera alors pas convaincue que les meilleures décisions ont été prises. Je tenais à le souligner car j'estime que c'est très important.

Nous constatons depuis plusieurs années une militarisation croissante des Territoires du Nord-Ouest. Il y a toujours des essais de missiles de croisière, et il y en a eu dans le Grand Nord le mois dernier. Il y a toujours le système d'alerte du Nord, on construit de nouvelles bases militaires aériennes, on effectue des manoeuvres aériennes et, bien sûr, il y a toujours le centre de formation du Nord proposé pour Rae Point dans l'Arctique oriental.

Toutes ces décisions sont cependant prises sans aucune participation directe des citoyens du Nord ou des Dénés, alors que nous considérons que nous avons notre mot à dire, puisqu'il s'agit-là de notre territoire, où nous sommes toujours la majorité. Nous représentons au moins 15,000 habitants. Nous négocions actuellement avec le gouvernement fédéral sur des questions de revendications territoriales et de pouvoirs législatifs dans le Nord. Il est donc essentiel que nous participions à toutes les décisions qui nous concernent. Nous sommes plus qu'une tierce partie dont l'intérêt à l'égard de l'évolution du Grand Nord ne serait qu'accessoire.

Depuis le renouvellement de l'entente, il y a eu des accidents mortels. Deux missiles de croisière se sont écrasés en 1986. Cette année, un CF-18 s'est écrasé à côté d'Inuvik et son pilote a été tué. Cela suscite beaucoup de préoccupations parmi la population du Nord et oblige à remettre en question tout le projet de militarisation.

Dernière remarque avant de passer aux recommandations, nous sommes actuellement engagés dans deux poursuites judiciaires directement reliées à l'Accord du NORAD de 1986. La première concerne des manoeuvres appelées IR-920, approuvées en 1989 et qui autoriseraient des vols de basse altitude et supersoniques du Grand Lac des Esclaves, dans les Territoires du Nord-Ouest. Là encore, nous n'avons pas participé d'une manière adéquate aux audiences publiques et c'est pour cela que nous contestons la décision du gouvernement fédéral.

L'autre incident résultant directement du NORAD concerne les bases avancées proposées pour le Nord, notamment celle de Yellowknife, qui a été avancée sans consultation pleine et adéquate de notre population. Vous